



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

allocation de fin de formation

Question écrite n° 104266

Texte de la question

M. Albert Facon appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi et de la santé sur les conséquences de la suppression, dans la loi de finances pour 2011, de l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation (AFDEF). Cette allocation avait pour but d'assurer un revenu aux personnes qui achevaient une formation qualifiante en vue d'accéder à un emploi. Les conséquences de cette suppression sont particulièrement désastreuses pour les personnes déjà engagées dans des formations sociales du niveau 5 au niveau 3 ou qui s'appêtent à le faire. Les personnes qui s'orientent vers des métiers sociaux ont, pour beaucoup d'entre elles, déjà une expérience professionnelle et bénéficient de l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Avec la suppression de l'AFDEF, elles risquent, à un moment de leur parcours de formation, de se retrouver sans revenu et de ne plus être en mesure de mener à terme leur formation. Alors que le secteur social, médico-social recrute parfois avec difficulté des professionnels qualifiés, puisque l'ensemble des professions concernées sont en tension, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que la disparition de cette allocation n'empêche pas les demandeurs d'emploi de bénéficier de formations qualifiantes, aboutissant à une véritable insertion professionnelle et que la vie des personnes en formation ne soit pas rendue plus difficile et précaire.

Texte de la réponse

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a pris connaissance avec intérêt de la question relative à l'allocation en faveur des demandeurs d'emploi en formation (AFDEF). Le Gouvernement reste conscient des difficultés auxquelles peuvent être confrontés certains demandeurs d'emploi en formation. Il convient de souligner que les dispositifs en faveur des demandeurs d'emploi en formation sont en constante amélioration. Ainsi, depuis 2009 et la création de Pôle emploi un nouveau financement a été mis en place pour les demandeurs d'emploi qui n'avaient aucune indemnité, la rémunération de formation pôle emploi (RFPE). En effet, ces formations sont un passeport pour l'emploi. Ainsi, selon une enquête récente, six mois après leur sortie de formation payée par Pôle emploi, 60 % des personnes sont en situation d'emploi. Ce sont, pour 2009, 85 000 demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de ces formations et 120 000 en 2010. Un nombre d'entrées au moins équivalent est prévu pour 2011. Le Gouvernement propose d'élargir le champ des bénéficiaires de la RFPE pour y inclure les demandeurs d'emploi auparavant pris en charge dans le cadre de l'AFDEF en supportant financièrement la moitié du coût de cette mesure. Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé a proposé aux partenaires sociaux de continuer à prendre en charge l'autre moitié comme en 2009 et 2010. Il a souhaité également qu'un tel dispositif puisse se mettre en place dans les prochaines semaines et profiter aux demandeurs d'emploi entrés en formation en 2011, avec effet rétroactif. Il concernerait 30 000 personnes cette année.

Données clés

Auteur : [M. Albert Facon](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (14^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 104266

Rubrique : Formation professionnelle

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 5 avril 2011, page 3314

Réponse publiée le : 3 mai 2011, page 4616